

Djibouti

En 2014, Djibouti a réalisé des progrès minimes sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le gouvernement a préparé un projet de Plan d'action national contre la traite des personnes ainsi qu'un Plan stratégique pour l'éducation. Avec l'appui d'organisations multilatérales, il a continué de fournir des services de protection sociale aux enfants exposés au risque de travail des enfants, y compris les migrants. Toutefois, à Djibouti, des enfants sont soumis au travail, notamment dans la rue, et aux pires formes de travail, y compris l'exploitation sexuelle commerciale. Des lacunes subsistent dans le cadre juridique relatif au travail des enfants. Ni les efforts d'application de la loi ni les programmes conçus pour assister les enfants qui travaillent ne sont suffisants.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants, y compris de ses pires formes, à Djibouti, sont proposées :

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Fixer un âge minimum pour effectuer des travaux dangereux et veiller à ce que les activités ou emplois dangereux interdits aux enfants soient suffisamment précis pour faciliter l'application de la loi.	2009 – 2014
	Veiller à protéger les enfants de tous les types d'exploitation sexuelle commerciale, y compris en interdisant la possession de pornographie infantile et les avantages qui en découlent.	2012 – 2014
Mise en œuvre	Fournir des ressources supplémentaires à l'inspection du travail et aux organes judiciaires d'application des lois de façon à ce que davantage d'inspecteurs et d'agents puissent être recrutés et reçoivent une formation adéquate, notamment sur l'identification des victimes du travail des enfants, de l'exploitation sexuelle commerciale et de la traite des personnes.	2011 – 2014
	Mener des inspections pour veiller à l'application de la législation sur le travail des enfants.	2011 – 2014
	Publier des rapports sur les inspections, les poursuites judiciaires, les condamnations et les sanctions imposées en matière de pires formes de travail des enfants.	2010 – 2014
	Établir un mécanisme d'orientation entre les organismes d'application des lois et les services de protection sociale pour que les enfants victimes d'exploitation, surtout les enfants soumis à l'exploitation sexuelle commerciale et des rues, reçoivent les services de soins et de réinsertion adéquats.	2014
Coordination	Établir des mécanismes de coordination pour lutter contre le travail des enfants, y compris ses pires formes.	2009 – 2014
Politiques gouvernementales	Intégrer les stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants aux politiques existantes.	2014
Programmes sociaux	Mener des recherches visant à identifier les activités des enfants qui travaillent dans l'agriculture pour éclairer les politiques et les programmes.	2013 – 2014
	Évaluer l'impact que peuvent avoir les programmes existants sur le travail des enfants.	2010 – 2014
	Mettre en œuvre des programmes portant spécifiquement sur les	2009 – 2014

enfants soumis au travail domestique, à l'exploitation sexuelle
commerciale et au travail de rue.
